

# EDITORIAL

## L'ouverture sociale

Ce qui est en jeu dans la négociation patronat-syndicats dépasse les péripéties post-électorales

par Jean Boissonnat

Les grèves de juin signifient-elles que la trêve sociale est finie ? Il y avait quelque chose de paradoxal dans l'ouverture sociale après les élections : pourquoi faire des cadeaux aux syndicats, puisque la gauche avait perdu ? Effectivement, certains milieux patronaux se satisferaient de quelques sourires de façade, assortis d'entretiens courtois et d'échanges de lettres amènes.

Telle n'est pas, pourtant, la stratégie du gouvernement, ni celle des dirigeants du patronat. Giscard, Barre et Ceyrac sont d'accord pour saisir l'occasion de cette défaite électorale de la gauche dans le but d'instituer en France des formes plus évoluées de relations sociales.

A cela, il y a plusieurs raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toutes désintéressées. Chez le chef de l'Etat, il y a d'abord une raison politique : à défaut de pouvoir faire une ouverture vers les socialistes (impossible à cause de la proximité des élections présidentielles, notamment), le Président souhaite exprimer son souci profond de réduire les divisions au sein de la société française — et d'isoler les communistes pour accélérer leur dépérissement — en pratiquant une ouverture sociale.

Chez Raymond Barre, il y a une logique libérale dans tous ses comportements. Le désir que des relations sociales régulières se nouent entre le patronat privé et les syndicats est exactement symétrique de la décision de libérer les prix. Dans les deux cas, il s'agit de désengager l'Etat de certaines responsabilités pour que les intéressés les assument plus complètement.

Certes, cela n'empêche pas le gouvernement de surveiller la manœuvre, d'encourager la négociation en adressant des lettres aux protagonistes, et de la circonscrire en maintenant le carcan du crédit et en menant dans le secteur public une politique des salaires qui se veut exemplaire, c'est-à-dire restrictive ! En l'occurrence, M. Barre se considère comme une sorte d'éducateur en relations sociales, ce qui fera peut-être sourire certains...

Quant à François Ceyrac, il a trois raisons précises de pratiquer cette ouverture. La première, c'est qu'il est — personnellement — de la race des négociateurs et qu'il n'a jamais pris son parti de ne discuter qu'avec ce qu'il est convenu d'appeler les syndicats « réformistes » (FO, CFTC, CGC), encore qu'il ne veuille pas compromettre ses bonnes relations avec ceux-ci en pratiquant des amours tumultueuses avec les autres... La deuxième raison est qu'il considère un certain nombre de lois sociales comme caduques (la loi des 40 heures, notamment) et qu'il n'imagine pas pouvoir les réformer sans l'accord des syndicats. La troisième raison est que



les entreprises françaises sont engagées dans de douloureuses opérations de conversion, lesquelles impliquent des licenciements, et que cela risquerait de se bloquer très vite si les syndicats n'y étaient pas associés d'une manière ou d'une autre. Et même ainsi...

Naturellement, les syndicats n'ignorent rien de tout cela. Ils ont trop l'habitude de raisonner en termes de lutte des classes pour s'imaginer qu'on va leur faire des cadeaux sans contrepartie au lendemain d'une défaite électorale de la gauche. Ils jouent le jeu quand même. Chez les « réformistes », parce que c'est conforme à

leur vocation. A la CGT, parce que la baisse de combativité de ses troupes au lendemain des élections et ses problèmes internes l'obligent à la prudence. Reste le cas de la CFDT, le plus intéressant.

En réalité, c'est sur la CFDT que repose tout le dispositif. C'est elle que patronat et gouvernement souhaitent réintroduire dans le champ des négociations. C'est le syndicat qui pose les problèmes les plus neufs (en matière de conditions de travail et de réduction des inégalités par exemple). Mais c'est aussi le syndicat le plus imprévisible.

L'analyse des leaders de la CFDT est claire : le syndicalisme français restera toujours un syndicalisme « idéologique » ; mais il s'est trop engagé au cours des dernières années dans le combat des partis politiques ; cela lui a fait négliger sa fonction proprement syndicale de négociateur de compromis dans l'intérêt des travailleurs. A partir du moment où le « préalable » politique est levé au détriment de la gauche, il faut assumer pleinement cette fonction, sans renoncer pour autant à préconiser un changement radical de société.

Pour réussir cette délicate opération, les protagonistes doivent surmonter trois obstacles. L'un est proprement politique : il y a peu d'exemples que, avec un rapport de forces défavorable aux syndicats, ceux-ci obtiennent des satisfactions significatives. Un autre est économique : la marge de manœuvre est d'autant plus étroite que la conjoncture économique laisse peu de « gras » à partager. La troisième est technique : tant au niveau des fédérations d'industrie dans le patronat que dans un syndicat comme la CFDT, la race des « négociateurs » était en voie d'extinction. Or, pour mener à bien une telle opération, il faut un certain type d'hommes.

Il y aura donc des déceptions. Mais il est vital pour l'avenir de la société française qu'elles n'enrayent pas prématurément une évolution fondamentale. Ce qui est en jeu dans les semaines à venir, c'est beaucoup plus que l'octroi d'un treizième mois aux smicards. C'est notre capacité à gérer les conflits, c'est-à-dire à les (di)gérer. □

Cet éditorial de *l'Expansion*, publié en juin 1978, dit à peu près clairement les objectifs patronaux au travers de la « négociation » sur la durée du travail.

Le commentaire fait par Boissonnat est terrible, et, après de trois ans plus tard, autorise quelques questions aux directions confédérales.

« Naturellement, les syndicats n'ignorent rien de tout cela. Ils ont trop l'habitude de raisonner en ter-

mes de lutte de classes pour s'imaginer qu'on va leur faire des cadeaux sans contrepartie au lendemain d'une défaite électorale de la gauche. Ils jouent le jeu quand même. »

Ces paroles, écrites avant que le cirque de la « négociation » ne commence, qui de Ségué, Maire, Bergeron peut prétendre les démentir aujourd'hui ?